

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires: l'inscrire en commun programme 36 Reguler l'impôt sur les sociétés égalité entre PME et gd groupe. voir programme p 65 (Thème 37)	

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires: l'inscrire en commun programme 37 Supprimer les niche fiscales injustes création de 14 tranches fiscales contre 5 au jour d'aujourd'hui	

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Tenir l'objectif consacré au 0,7% du RNB (thème 62)	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : p 70 - Transition écologique en 2050 100% d'énergies renouvelables.	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : arrêt de subvention des énergies carbonées (thème 32 Azote en eau non) et exploitation de gaz - pétrole.	

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : adopter une feuille de route de planification écologique.	

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : réforme agricole, et aménagement du territoire. Thème 46-47	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : une agriculture écologique et paysanne. Thème 40. p 36 (thème 2) construire des coopérations et des initiatives et internationales.	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires: Assurer notre devoir d'humanité vers ceux qui -	

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires: Thème 52 - Refuser l'accord visa + adhésion entre migrant avec la Turquie. créer une organisation des migrants liée à l'ONU	

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

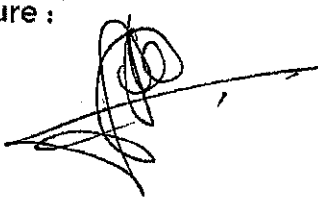
# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires: égalité homme - femme	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom: WALRAEUF	Date: 14 - 05 - 2017
Prénom: Lucie	Signature: 
Département: 59 - Nord 15 <sup>ème</sup> circonscription	

France Insoumise



**1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale - Je m'engage**  
***pour refonder l'impôt sur les sociétés***

***pour l'égalité entre PME et grands groupes***

voir L'Avenir en commun n° 36

voir aussi L'Avenir en commun n° 37

**2 - Soutenir la justice fiscale en France - Je m'engage**

***pour supprimer les niches fiscales injustes***

***pour la création de 14 tranches fiscales contre 5 aujourd'hui***

voir L'Avenir en commun n° 36

**3 - Financer la solidarité internationale - Je m'engage**

***pour tenir l'objectif du 0,7% du revenu national brut***

voir L'Avenir en commun n° 62

**4 - Réguler la finance - Je m'engage**

**5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté - Je m'engage**

**6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles - Je m'engage**

***pour la transition écologique en 2050 : 100% d'énergies renouvelables***

voir L'Avenir en commun n° 39

**7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants - Je m'engage**

***pour l'arrêt des subventions aux énergies carbonées et toute exploitation de gaz et pétrole***

voir L'Avenir en commun n° 39

**8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques - Je m'engage**

***pour adopter une loi cadre de planification écologique***

**9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques**

**- Je m'engage**

***pour la réforme agricole et aménagement du territoire***

voir L'Avenir en commun n° 46-47

**10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness - Je m'engage  
pour une agriculture écologique et paysanne**  
voir L'Avenir en commun n° 46

***pour construire des coopérations altermondialistes et internationalistes***  
voir L'Avenir en commun n° 62

**11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s - Je m'engage  
pour assurer notre devoir d'humanité**  
voir L'Avenir en commun n° 59

**12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires - Je m'engage  
pour refuser l'accord 'Visa + adhésion contre migrants' avec la Turquie  
pour créer une organisation des migrants liée à l'ONU**  
voir L'Avenir en commun n° 59

**13 - Réguler les multinationales - Je m'engage**

**14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s  
- Je m'engage.**

**15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes - - Je m'engage  
pour l'égalité homme - femme**

-----

**voir ci-dessous les numéros correspondants de L'Avenir en commun**

## **L'Avenir en commun n° 36 - Faire la révolution fiscale**

*De l'argent, il y en a. Mais il est capté par les uns au lieu d'être mis au service de l'intérêt général par l'impôt. Le système fiscal est à bout de souffle : injuste, plein de niches et de trous, tel un gruyère. Il doit être entièrement refondé sur des bases claires, lisibles, en appliquant le principe de la progressivité qui veut que plus on gagne d'argent, plus on contribue au bien public.*

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Refonder l'imposition sur les revenus grâce à un impôt citoyen garantissant les recettes de l'État et celles de la Sécurité sociale et en conservant leur affectation distincte
  - Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée
  - Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réels
  - Instaurer un revenu maximum autorisé : 100 % d'impôt pour la tranche au dessus de 20 fois le revenu médian, soit 400 000 euros de revenus annuels (33 000 euros par mois)
  - Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes
  - Remplacer l'injuste quotient familial fiscal actuel par un crédit d'impôt par enfant
- Évaluer chacune des niches fiscales et supprimer les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement
- Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes
- Renforcer l'ISF
- Augmenter les droits de succession sur les gros patrimoines et créer un héritage maximum pour les fortunes les plus importantes (égal au patrimoine des 0,01 % les plus riches, soit 33 millions d'euros en 2012)
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, revenir sur les hausses récentes et réinstaurer une *TVA grand luxe* pour financer ces baisses

## **L'Avenir en commun n° 37 - Terrasser l'évasion et la fraude fiscales**

*La révolution fiscale n'est possible que si on mène en parallèle une lutte sans merci contre les déserteurs fiscaux. La fraude et l'évasion fiscales représentent un manque à gagner de 80 milliards d'euros pour l'État ! Il faut aller chercher l'argent là où il est !*

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Mettre en place la taxation différentielle permettant de soumettre chaque citoyen français aux impôts français quel que soit son pays de résidence
- Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéfices des entreprises là où ils sont réalisés
- Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux en retirant les licences bancaires des établissements récalcitrants
- Agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux
- Renforcer les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

.../...

## **L'Avenir en commun n° 39 - 100% d'énergies renouvelables en 2050**

*Le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effet de serre. Le nucléaire n'est pas une solution d'avenir. Il ne règle aucune question : ni l'indépendance d'approvisionnement, ni la sûreté des installations, ni la gestion des déchets, ni les coûts financiers. Il faut donc sortir des deux à la fois. C'est un horizon technique et humain enthousiasmant. Plusieurs études (NegaWatt, Ademe...) ont montré que c'est possible d'ici 2050. Ne manque que la volonté politique. Nous l'avons.*

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Adopter un plan de transition énergétique avec un double axe sobriété/efficacité énergétique et transition vers les énergies renouvelables
  - Développer l'ensemble des énergies renouvelables
  - Sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille
  - Stopper la privatisation des barrages hydroélectriques
  
- Sortir du nucléaire
  - Fermer immédiatement Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation pour en faire un site pilote du démantèlement
  - Abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de quarante ans
  - Abandonner les projets d'EPR (Flamanville et Hinkley Point) et d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure
  - Rendre publique les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels
  
- Créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique cohérente, en renationalisant EDF et Engie (ex-GDF) en lien avec des coopératives locales de production et de consommation d'énergies renouvelables et en favorisant l'autoproduction et le partage des excédents
  
- Revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité et abroger la loi NOME

## **L'Avenir en commun n° 46 - Pour une agriculture écologique et paysanne**

*L'agro-business détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. Les maux sont connus : pesticides chimiques, gigantisme agricole, ultra-spécialisation et soumission au libre marché. À terme, ce système met à mal notre capacité à nourrir l'humanité. On peut faire autrement : produire mieux pour se nourrir mieux !*

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC
  
- Stopper les projets de fermes usines
  
- Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics
  
- Favoriser les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place et plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs

.../...

## **L'Avenir en commun n° 47 - Organiser et aménager le territoire par la démocratie et les services publics**

*Quelques métropoles reliées entre elles par le TGV et tant pis pour le reste du pays. C'est la ligne appliquée en matière d'aménagement du territoire depuis des années. Bilan : des territoires ruraux et des petites villes abandonnés, des métropoles explosées entre ghettos de riches et quartiers pauvres. Remettons de l'ordre et de la justice dans l'organisation du pays.*

### **Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Arrêter les grands projets inutiles, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- Inverser la logique des métropoles et des méga-régions, de la compétition entre territoires
- Stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et bassins d'emploi
- Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires

## **L'Avenir en commun n° 59 - Lutter contre les causes des migrations**

*Émigrer est toujours une souffrance pour celui qui part. Les migrations sont un sujet trop sérieux pour les réduire à des surenchères et à des pulsions incontrôlées. La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi. Pour cela, il faut arrêter les guerres, les accords commerciaux qui détruisent les économies locales, et affronter le changement climatique qui sera, sinon, pourvoyeur de centaines de millions de réfugiés climatiques.*

### **Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- Gérer enfin les migrations à l'échelle internationale
  - Créer une Organisation mondiale des migrations liée à l'Onu pour renforcer l'action internationale aujourd'hui réduite au Haut Commissariat aux réfugiés de l'Onu et à l'Organisation Internationale pour les migrations
  - Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations, sous l'égide de l'Onu, combinant les réponses d'urgence, le soutien aux pays d'accueil, la préparation du retour des réfugiés et l'anticipation des millions de réfugiés climatiques des décennies à venir
- Éviter aux migrants de devoir fuir leur pays
  - Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix
  - Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le codéveloppement
  - Agir contre le dérèglement climatique par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables
- En Europe, sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex
  - Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés
  - Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires
  - Refuser l'accord *Visa + adhésion contre migrants* avec la Turquie
  - Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet

- Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe
  - Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
  - En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents
  - Construire des centres d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe, pour proposer aux migrants des conditions dignes et des centres d'accueil des demandeurs d'asile pour les héberger le temps de l'analyse de leur demande
  - Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent, grâce à une administration adaptée à cette mission

### **L'Avenir en commun n° 62 - Construire des coopérations altermondialistes et internationalistes**

*Un autre monde est possible. Plus juste, plus ordonné, plus écologique et non soumis à la finance. Pour cela, de nouvelles coopérations doivent être engagées et d'autres renforcées. La France doit proposer une nouvelle alliance altermondialiste pour changer le cours du monde*

**Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :**

- En finir avec la Françafrique : respecter l'indépendance des États africains et la souveraineté des peuples en s'interdisant de se mêler des élections et en réprimant les corrupteurs
- Tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national brut au budget de l'aide publique au développement
- Relancer la politique de codéveloppement et de coopération (scientifique, universitaire, sanitaire...) avec les pays en développement, notamment en matière de lutte contre le changement climatique
- Adhérer à la banque de développement des BRICS et bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS, ouverte à tous et fondée sur l'indépendance de chacun, la coopération et le renforcement de l'ordre international légitime de l'Onu
- Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar
- Appuyer la mise en œuvre d'un mécanisme de restructuration des dettes souveraines dans le cadre de l'Onu sur la base de la résolution votée en 2015 sur proposition de l'Argentine
- Multiplier les coopérations avec les pays émergents pour repousser les frontières de la connaissance et de l'humanité (coopération spatiale, maritime...)
- Instaurer une politique de codéveloppement avec l'Amérique latine et les Caraïbes en adhérant à l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique)